

America First, mission accomplie?

di Arnaud Leparmentier

L'Amérique fracturée 4 | 5 L'administration Biden a scellé ce que Trump avait engagé : le repli sur soi. Face à la rivalité chinoise et à la révolte des classes ouvrières, l'ambiance est à la relocalisation des industries stratégiques sur le sol américain. Avec des résultats mitigés

Dans toute campagne électorale, il est une entreprise qui focalise l'attention. En 2024, c'est US Steel, lointain héritier de l'empire de Carnegie et JP Morgan, fondé en Pennsylvanie au tournant du XX^e siècle. L'entreprise était bien moribonde, et Nippon Steel se proposait de racheter l'aciériste pour 14 milliards de dollars (12,9 milliards d'euros) et d'investir massivement sur le sol américain.

Las, Donald Trump n'en veut pas, « America first » oblige. Joe Biden et Kamala Harris lui ont emboîté le pas. « *US Steel, entreprise américaine emblématique depuis plus d'un siècle, va rester une entreprise américaine* », a promis le président des Etats-Unis, début septembre, à Pittsburgh (Pennsylvanie), lors du Labor Day, tandis que la candidate démocrate poursuivait : « *US Steel doit rester une entreprise détenue et exploitée par des Américains. Je soutiendrai toujours les ouvriers sidérurgistes américains.* »

Ces déclarations vont à l'encontre de tous les objectifs proclamés par l'administration Biden, qui prétend ne pas contrer ses alliés ni pénaliser l'investissement et l'emploi aux Etats-Unis. Mais, en pleine campagne électorale, le duo Biden-Harris a besoin des syndicats, ardemment opposés à cette fusion. « *Le syndicat des sidérurgistes est plus soucieux de maintenir les avantages élevés des quelques travailleurs restants que de la viabilité de l'entreprise* », tranche Adam Posen, patron du think tank transatlantique Peterson Institute for International Economics, basé à Washington,

qui décrypte pour *Le Monde* les transformations de l'Amérique. La victoire est peut-être à ce prix en Pennsylvanie, Etat bascule le plus crucial pour l'emporter.

Par prudence, le Comité pour l'investissement étranger aux Etats-Unis (CFIUS), qui devait examiner le dossier, a décidé de reporter sa décision. Celle-ci interviendra « *au-delà des élections de novembre* », s'est réjoui Nick Klein, un des avocats du CFIUS, auprès de Reuters. Il n'empêche, l'administration Biden a scellé ce qu'avait engagé Donald Trump, le repli sur soi des Américains. Le virage a été théorisé dans le discours sans doute le plus important du mandat de Joe Biden, celui de son conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, prononcé le 27 avril 2023 devant la Brookings Institution. En présentant son « *nouveau consensus de Washington* », M. Sullivan actait la disparition de celui des années 1990, fait d'accords de libre-échange et de répartition des chaînes de production sur la planète.

Menace grandissante

La révolte de la classe ouvrière, qui a fait la victoire de Donald Trump en 2016, les perturbations liées au Covid-19 et la menace grandissante de la Chine sont passées par là. « *Une économie mondiale en mutation a laissé de côté de nombreux travailleurs américains et leurs communautés... Une pandémie a révélé la fragilité de nos chaînes d'approvisionnement... L'invasion de l'Ukraine par la Russie a souligné les risques d'une dépendance excessive. C'est pourquoi ce moment exige que nous forgions un nouveau consensus* », a déclaré M. Sullivan, prononçant les mots « *politique industrielle* ».

Il s'agissait de financer le secteur énergétique – « *les chaînes d'approvisionnement en énergie propre risquent d'être militarisées de la même manière que le pétrole dans les années 1970 ou le gaz naturel en Europe en 2022* » –, ainsi que celui des microprocesseurs, dont « *seuls 10 %* » étaient produits sur le territoire américain. Tous deux ont été subventionnés par l'Inflation Reduction Act (IRA, énergie) et le Chips Act (semi-conducteurs) adoptés à l'été 2022 afin d'aider à la relocalisation de ces industries aux Etats-Unis.

Trois ans après, la mission est-elle accomplie ? En partie. D'abord, l'Amérique est un vaste chantier industriel. Certes, l'administration est à la peine pour débloquer les

financements : selon un décompte publié le 12 août par le *Financial Times*, 40 % des 230 milliards de dollars d'investissements concernant 114 projets annoncés la première année dans le cadre de l'IRA et du Chips Act étaient en retard ou suspendus. Néanmoins, 60 % des projets progressent, à défaut d'être opérationnels.

L'idée de subventionner des champions nationaux des semi-conducteurs s'avère désastreuse, comme le montre la déconfiture d'Intel, incapable de se redresser et contrainte de reporter ses investissements. En revanche, le leader taïwanais TSMC construit une usine gigantesque en Arizona. L'entreprise, qui compte investir plus de 66 milliards de dollars, a signé en avril un accord avec l'Etat fédéral prévoyant l'octroi d'une aide de 6,6 milliards, un prêt fédéral de 5 milliards de dollars et des crédits d'impôts. Adam Posen déplore les délais de réalisation, alors que TSMC a pu inaugurer une usine au Japon. « *Nous n'avons pas assez de main-d'œuvre qualifiée pour faire tourner ces usines* », explique l'économiste, craignant que la promesse de Trump d'expulser des millions de travailleurs immigrés accroisse le problème.

« Délibéré opaque »

Sur l'énergie, l'administration Biden a promu une révolution verte, tout en faisant du pays le champion mondial des hydrocarbures. L'Amérique fore tous azimuts, essayant de développer le captage et le stockage du CO₂ pour se verdir, mais elle subit deux déconvenues : l'éolien en mer est devenu ruineux en raison de l'envolée des coûts et des taux, et la voiture électrique subit le désintérêt des automobilistes. M. Posen pointe trois soucis : le blocage des importations chinoises, qu'il s'agisse de Trump ou Harris – « *nous allons prendre des années de retard sur l'adoption de la voiture électrique* » –, l'absence de standards de construction dans le bâtiment et le refus de donner un prix au carbone. On peut ajouter que l'essor de la tech américaine, notamment dans l'intelligence artificielle, se fait sans les financements publics.

Ce mouvement s'accompagne-t-il d'une reprise de l'emploi industriel, victime des délocalisations et surtout de la technologie ? Selon une étude publiée le 8 octobre par l'Economic Innovation Group (EIG), celui-ci dépasse de nouveau le niveau de 2019, juste avant le Covid-19, avec 12,9 millions d'emplois (contre 17,2 millions en 2000 et 11,5 millions en 2010). Sauf que, constate l'EIG, « *la reprise du secteur manufacturier*

n'a pas atteint les Etats dits "de la Rust Belt" ["ceinture de la rouille"] », ces Etats désindustrialisés qui firent la victoire de Donald Trump en 2016. Elle profite à ceux qui ont le vent en poupe, les Etats du Sud et du Sud-Ouest, souvent républicains.

Ainsi, selon l'EIG, le Texas, la Floride, la Géorgie, l'Arizona et l'Utah ont créé, de 2019 à 2023, 140 000 emplois manufacturiers, tandis que Washington (Seattle, berceau de Boeing), New York, l'Ohio, le Michigan et le Wisconsin en détruisaient plus de 72 000. La raison : les investissements se font dans les régions les plus dynamiques. *« Même si vous mettez beaucoup de subventions, si un lieu n'est pas compétitif depuis longtemps pour l'industrie manufacturière, cela ne change pas du jour au lendemain »*, décrypte M. Posen.

L'approche de Joe Biden vise aussi à protéger les Etats-Unis dans quelques domaines très stratégiques. Dans son discours de la Brookings, Jake Sullivan avait utilisé une expression imagée : *« Nous protégeons nos technologies fondamentales dans une petite cour entourée d'une haute clôture. »* De nouveau, Adam Posen pose le problème : *« C'est délibérément opaque. Ils ne veulent pas vous dire ce qu'il y a dans la cour et où se trouve la clôture, car, ainsi, ils ont un pouvoir dissuasif très fort. »* Nul ne sait ce qu'est une technologie stratégique, avant que tombe une interdiction. Cette tactique perturbe le plan des entreprises et des pays alliés.

Sur le fond, ces dernières années, *« rien n'a changé fondamentalement »*, estime M. Posen. La sécurité d'approvisionnement américaine ne s'est pas nécessairement améliorée. Les terres rares, dont l'extraction est polluante, sont encore produites en Chine, même si des projets miniers émergent aux Etats-Unis, comme MP Materials, en Californie. L'argument sécuritaire est utilisé de manière variable. Joe Biden a utilisé les stocks stratégiques de pétrole pour faire baisser le prix de l'essence et, à l'approche de l'élection présidentielle, a suspendu l'octroi de nouveaux permis d'exportation de gaz naturel liquéfié, ce qui exaspère les pétroliers.

M. Posen déplore que les administrations Biden et Trump n'aient rien fait sur les composants pharmaceutiques. *« Même si les génériques sont fabriqués en Israël, en Inde, les composants chimiques de base sont fabriqués en Chine, parfois à 90 % »*, explique-t-il. Selon lui, il faudrait établir une liste de produits stratégiques, identifier

ceux qui doivent être stockés, produits aux Etats-Unis, et ceux qui peuvent l'être dans des pays amis.

Un ton plus poli

Les pays amis sont censés être ménagés par les Américains et accueillir le *friendshoring* ou le *nearshoring*, le rapatriement des usines dans des pays alliés ou proches, à commencer par le Mexique. Ce dernier est dans le collimateur de Donald Trump, qui l'accuse d'être devenu la tête de pont des investissements chinois. « *Ils construisent de grandes usines automobiles au Mexique, dans de nombreux cas détenues par la Chine. (...) Ils construisent ces usines gigantesques, et ils pensent qu'ils vont vendre leurs voitures aux Etats-Unis, a déclaré le candidat républicain lors du débat avec sa rivale, le 10 septembre. Mais nous ne le permettrons pas.* » Kamala Harris use d'un ton plus poli, mais le fond est similaire, estime M. Posen. « *Ils vont dire : "Vous aviez des raisons de croire que nous ferions du friendshoring chez vous, mais il y en aura beaucoup moins que prévu, et nous ne vous laisserons pas avoir des investissements de substitution en provenance de Chine."* Les deux vont menacer d'utiliser la clause de révision du traité de libre-échange en 2026. »

Cela fonctionne déjà. Tesla, la firme d'Elon Musk, puissant soutien de Donald Trump, a suspendu la construction de son usine de Monterrey (Nuevo Leon). « *Nous sommes en pause sur Giga Mexico, a déclaré, fin juillet, Elon Musk. Je pense que nous devons voir où en sont les choses après les élections. Trump a déclaré qu'il imposerait des droits de douane élevés sur les véhicules produits au Mexique. Cela n'a donc aucun sens d'investir beaucoup au Mexique si tel est le cas.* » « America first », de gré ou de force.